



CONFERENCE DE PRESSE - 20.05.2014

REVUE DE PRESSE

- 1. Belga, le 20.05.2014**
- 2. Le Vif on-line & facebook, le 20.05.2014**
- 3. Soir Eco (La Prem1ère - RTBF radio), repère à 50" :**
- 4. Reportage sur Canal Z, le 20.05.3014 :**
- 5. L'Echo, le 21.05.2014 :**
- 6. Metro, 21.05.2014**
- 7. Le Soir, le 11.06.2014 :**
- 8. Libre à vous, Mai 2014 :**
- 9. Info Catho.be, 21.05.2013**
- 10. Entrées Libres, juin 2014**
- 11. UWE site Internet, 20.05.2014 et Dynamisme, juin 2014**
- 12. BECI, Entreprendre, Juin 2014**
- 13. La Libre Belgique, Juillet 2014**

1. Belga, Le 20.05.2014

Quatre axes de réforme pour améliorer l'enseignement francophone

© Image GLobe

"Ces bonnes pratiques sont pour la plupart déjà bien connues. Il s'agit à présent de veiller à leur mise en oeuvre effective et leur amplification", souligne Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'enseignement.

S'appuyant sur les conclusions d'une étude réalisée en 2010 par McKinsey sur l'enseignement, laquelle avait pointé la qualité globalement insatisfaisante de l'enseignement francophone et surtout son caractère inégalitaire, la Fondation recommande au futur gouvernement de la Fédération de concentrer ses efforts sur quatre axes bien précis.

Le **premier** d'entre eux vise à inciter davantage de "personnes de qualité" à embrasser le métier d'enseignant, et surtout de ne pas le quitter après quelques années. Comment? En développant une politique des ressources humaines incitative et en soignant les procédures de recrutement.

Le **second axe** porte sur les pratiques et les échanges de terrain, en développant notamment le tutorat des (jeunes) profs et en organisant pour eux des stages en entreprise. La Fondation recommande également de porter une attention particulière aux métiers en pénurie tout en investissant dans les infrastructures ainsi que les formations en langues et aux nouvelles technologies.

Le **troisième axe** entend, lui, (re)valoriser les fonctions de directeurs d'école, notamment d'un point de vue salarial, ainsi qu'en leur prodiguant une assistance administrative suffisante.

Enfin, face à l'échec scolaire massif, le **dernier axe** du mémorandum cible la promotion de la réussite, notamment par des efforts en matière d'orientation des jeunes et de remédiation, le tout au moyen de stratégies différenciées en fonction des besoins, très variables d'un établissement à l'autre.

"Il y a moyen d'améliorer l'enseignement francophone en se focalisant sur ces quatre axes-là. De véritables progrès sont possibles, même dans le cadre d'une seule législature", assure Etienne Michel, directeur du secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC).

Pour la Fondation, ce programme d'action pour revitaliser l'enseignement, pilier

du redéploiement économique du sud du pays, peut tout à fait être réalisé dans le cadre budgétaire actuel.

"Il ne faut pas de refinancement de l'enseignement obligatoire", estime ainsi Luc Willame, président de la Fondation.

"Il y a moyen d'améliorer la situation dans certains de ces axes-là dans le cadre budgétaire actuel. Il n'y a pas besoin de faire un effort budgétaire".

2. Le Vif on-line & facebook, le 20.05.2014

Quatre axes de réforme pour améliorer l'enseignement francophone ... <http://www.levif.be/info/actualite/belgique/quatre-axes-de-reforme...>

Quatre axes de réforme pour améliorer l'enseignement francophone

Le Vif (<http://www.levif.be/info/auteurs/levif/author-4000223245183.htm>)

Source: Belga
mardi 20 mai 2014 à 15h15



© Image GLOBE

"Ces bonnes pratiques sont pour la plupart déjà bien connues. Il s'agit à présent de veiller à leur mise en oeuvre effective et leur amplification", souligne Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'enseignement.

S'appuyant sur les conclusions d'une étude réalisée en 2010 par McKinsey sur l'enseignement, laquelle avait pointé la qualité globalement insatisfaisante de l'enseignement francophone et surtout son caractère inégalitaire, la Fondation recommande au futur gouvernement de la Fédération de concentrer ses efforts sur quatre axes bien précis.

Le **premier** d'entre eux vise à inciter davantage de "personnes de qualité" à embrasser le métier d'enseignant, et surtout de ne pas le quitter après quelques années. Comment? En développant une politique des ressources humaines incitative et en soignant les procédures de recrutement.

Le **second axe** porte sur les pratiques et les échanges de terrain, en développant notamment le tutorat des (jeunes) profs et en organisant pour eux des stages en entreprise. La Fondation recommande également de porter une attention particulière aux métiers en pénurie tout en investissant dans les infrastructures ainsi que les formations en langues et aux nouvelles technologies.

Le **troisième axe** entend, lui, (re)valoriser les fonctions de directeurs d'école, notamment d'un point de vue salarial, ainsi qu'en leur prodiguant une assistance administrative suffisante.

Enfin, face à l'échec scolaire massif, le **dernier axe** du mémorandum cible la promotion de la réussite, notamment par des efforts en matière d'orientation des jeunes et de remédiation, le tout au moyen de stratégies différenciées en fonction des besoins, très variables d'un établissement à l'autre.

"Il y a moyen d'améliorer l'enseignement francophone en se focalisant sur ces quatre axes-là. De véritables progrès sont possibles, même dans le cadre d'une seule législature", assure Etienne Michel, directeur du secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC).

Pour la Fondation, ce programme d'action pour revitaliser l'enseignement, pilier du redéploiement économique du sud du pays, peut tout à fait être réalisé dans le cadre budgétaire actuel.

"Il ne faut pas de refinancement de l'enseignement obligatoire", estime ainsi Luc Willame, président de la Fondation.

"Il y a moyen d'améliorer la situation dans certains de ces axes-là dans le cadre budgétaire actuel. Il n'y a pas besoin de faire un effort budgétaire".

3. Soir Eco (La Prem1ère – RTBF radio), repère à 50" :

<http://www.rtf.be/radio/podcast/player?id=1928466&channel=lapremiere>

4. Reportage sur Canal Z, le 20.05.2014 :

<http://canalz.levif.be/news/les-sujets/notre-enseignement-est-il-inadapte-20-05-14/video-4000630192821.htm>

The image shows a Facebook post on the left and a vertical banner advertisement on the right. The Facebook post is titled "Notre enseignement est-il inadapté? 20/05/14" and is dated "mardi 20 mai 2014 à 16h25". It features a video player with a play button and a thumbnail showing a person working with machinery. Below the video, there is text: "Réunis au sein de la Fondation pour l'Enseignement, les fédérations d'entreprises et les acteurs de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles mettent en garde nos décideurs: les élèves francophones n'ont pas le niveau escompté et encore moins le profil nécessaire pour être engagés." and "Journaliste: Valentin Dauchot". There are also social media sharing options for Facebook and Twitter. The banner advertisement on the right has the "uia" logo at the top, followed by the text "PLUS D'INFOS SUR MONCHEQUEREPAS.BE" and "LES CHÈQUES-REPAS, AUJOURD'HUI, C'EST ÉLECTRONIQUE." Below this is an illustration of a blue sandwich with green fillings.

Les profs iront aussi en stage en entreprise

La Fondation pour l'enseignement a activé ses réseaux pour stimuler la formation continue des profs dans les entreprises. Dès janvier prochain, les stages pourront démarrer.

NATHALIE BAMPS

La Fondation pour l'enseignement n'a pas encore tout à fait un an. Mais elle a déjà activé ses réseaux afin de répondre aux objectifs qu'elle s'est fixés, en juin 2013: jeter des ponts entre le monde de l'école et de l'entreprise dans un but commun, améliorer la qualité de l'enseignement.

Pour mémoire, la Fondation regroupe les cinq fédérations de pouvoirs organisateurs de l'enseignement et deux fédérations patronales (UWE et BECI). Un an après le lancement, où en est-on? La Fondation a d'abord cherché des soutiens et du financement auprès du monde des entreprises. Avec succès, puisque de grands noms de l'économie comme D'leteren, AB Inbev, Carmeuse, Solvay, Lhoist, Puilaetco, GDF-Suez, ... ont déjà répondu présent. «Nous avons élaboré un premier plan d'action orienté autour de deux axes», explique Olivier Remels, le secrétaire général de la Fondation. *D'une part, la formation continue des enseignants via des stages en entreprise (il y en aurait dès janvier 2015), et d'autre part des collaborations pour venir en aide aux directions d'écoles, sur des aspects managériaux par exemple.* Concrètement, il s'agit d'inciter les entrepreneurs à «mouiller leur maillot» dans les écoles, via les conseils de participation par exemple.

Parallèlement, la Fondation a aussi travaillé à la rédaction de son mémorandum. Un texte basé sur les recommandations qu'avait fournies, en 2010, Etienne Denoël, auteur du rapport McKinsey sur l'enseignement en Belgique francophone. La fondation compte en effet peser sur les décisions politiques qui se prendront après les élections.

Le texte évoque donc la problématique de la carrière enseignante: il faut mieux informer sur le métier, dynamiser la carrière, mieux recruter, mettre les meilleurs enseignants dans

les écoles difficiles, ... Le texte insiste aussi sur les bonnes pratiques à généraliser: alternance, tutorat, stages, ... Il souligne aussi l'importance des directions d'écoles: il faut une sélection des meilleurs candidats directeurs, une revalorisation salariale de la fonction, une assistance administrative. Et enfin, il faut adapter les stratégies pour viser la réussite de chaque élève: remédiation, orientation des élèves, moyens adaptés aux difficultés, ...

À six jours des élections, n'est-ce pas un peu tard? «Non. Le plus important, ce n'est pas de figurer dans un programme électoral, mais dans un programme de gouvernement», explique Luc Willame, président de la fondation.



«Notre plan d'action comporte deux axes: la formation des enseignants et l'aide aux directions.»

OLIVIER REMELS
SECRETARE GÉNÉRAL

Les constats posés, et les solutions proposées, reviennent pourtant depuis longtemps dans le débat public. Alors, qu'est-ce qui donnerait l'espoir qu'aujourd'hui le train prenne enfin de la vitesse? «Le fait, justement, que le monde de l'école et de l'entreprise se parlent enfin», répond Luc Willame. «Regardez, en Wallonie, il a fallu attendre quinze ans, mais on a enfin reconnu, dans le Plan Horizon 2020, l'interaction entre l'économie et l'enseignement», ajoute Vincent Reuter, administrateur délégué de l'UWE. Tout est donc en place pour que les choses s'améliorent. Normalement...

L'Echo
21/5/2014

6. Metro, 21.05.2014 :

↘ La Fondation pour l'enseignement, qui regroupe l'ensemble des pouvoirs organisateurs en FWB et les fédérations patronales, a déposé hier son mémorandum à destination de la nouvelle majorité. Échanges des bonnes pratiques sur le terrain et revalorisation de la fonction de directeur figurent parmi les axes de recommandations. Point de révolution décrétole, souligne la Fondation, ni de refinancement pour l'enseignement obligatoire.

Metro
21/5/2014

l'enseignement en question(s)

Qu'espèrent les parents de la future majorité ?

Lutter contre l'échec et la pénurie : voilà deux des principaux espoirs des associations de parents.

On ne peut pas dire que la politique reste les yeux croisés - ou bien sûr le véter. Mais les déficiences qui affectent notre système éducatif ont décidément la peau dure et les réformes (quand il y en a) ne modifient guère la donne. Les revendications des milieux éducatifs (syndicats, parents, pouvoirs organisés...) se répètent donc d'élection en élection et les

mémoires de la dernière élection copient les mémoires de la dernière précédente. Il y a une sensibilité, nous demandons aux syndicats et qu'ils attendent du futur gouvernement de la Communauté française. Nous faisons ce jour l'entretien avec les parents. Les préoccupations, on le verra ci-dessous, se cristallisent pour cibler l'échec, la pénurie de places et la pénurie de professeurs. ■

Fapeo Toute école doit être désirée

Jolité Lacroix est la secrétaire générale de la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo).

Elle attend cinq avancées de la prochaine législature.

Une avancée institutionnelle. « La Fapeo a des délégations dans les écoles. Il manque un niveau : celui du Conseil général de l'enseignement officiel, qui fait office de pouvoir organisateur, et dont nous sommes absents. Nous demandons à en être. »

Une avancée en terme de qualité : « Il faut créer des places dans les écoles en nombre suffisant et de qualité - il s'agit plus responsable qu'il y ait des écoles non désirées. Il faut une attention particulière au matériel, à l'entretien, pour créer une école, des parents sont sur liste d'attente dans 7 écoles. »

Les places nouvelles promises par le ministre sortant Jean-Marc Nollet ne seraient donc pas suffisantes ? « Nous serons le plus exigeant de la précédente ont là - nous, on voit sur nous quand on les voit. »

Troisième avancée souhaitée : « Il faut lutter contre la pénurie de professeurs - on ne peut plus accepter que des écoles soient pén-



Jolité Lacroix réclame des places, et de qualité... ■

Un autre point : « Pour réduire l'échec, il faut prendre des mesures visant à permettre et encourager la pédagogie différenciée (le prof s'adapte aux difficultés des élèves). »

Quatrième souhait : « Pour réduire l'échec, il faut prendre des mesures visant à permettre et encourager la pédagogie différenciée (le prof s'adapte aux difficultés des élèves). »

Cinq : « La Fapeo souhaite la disparition progressive du cours annuel de religion/basé et son remplacement par un cours de philo, de sciences, de citoyenneté... » ■

PIERRE BOULLON



L'échec, endémique en Communauté française, reste une préoccupation centrale des deux fédérations de parents. ■

Fondation « Des axes de bonnes pratiques »

ENTRETIEN
Céder des postes entre le monde de l'école et le monde de l'entreprise. Pas juste pour le principe mais parce qu'il y a des lettres de changement. C'est la Fondation pour l'enseignement - elle regroupe les fédérations de pouvoirs organisés des cinq régions et les fédérations d'entreprises bruxelloises et wallonnes - qui l'affirme. Olivier Remels, secrétaire général, en fait son modus vivendi, une manière de redonner l'école.

D'où est née cette fondation ? D'une réflexion partagée entre des chefs d'entreprise et des professionnels de l'enseignement. Malgré de récents progrès, les attentes de notre système d'enseignement restent élevées. Par ailleurs, les attentes du monde du travail le sont également : voyez le nombre d'entreprises qui ne trouvent pas de travailleurs spécialisés. S'y ajoute la défection des filières techniques, fréquentes le plus souvent par réputation plutôt que par véritable choix. D'où l'idée de créer des postes entre des mondes qui ont tout à gagner de mieux se connaître.

De quelle manière ? Une étude McKinsey identifie quatre leviers de changement, qui sont autant d'axes de bonnes pratiques : recrutement d'enseignements de bonne qualité, échange de personnel entre écoles et entreprises, collaboration du travail de direction d'école et stratégies de renouveau. Notre idée est de multiplier les projets qui impliqueraient sur le terrain des exemples de bonnes pratiques.



Olivier Remels veut jeter des ponts entre les mondes de l'école et de l'entreprise. ■

avec l'espoir qu'ils fassent ensuite des petits...

Du genre ? Je vois très bien le chef d'atelier d'une école technique partir en stage en entreprise pour bien appréhender les nouvelles techniques ou les impératifs de sécurité. Je vois également un chef d'entreprise apporter au pouvoir organisateur d'une école son expertise en gestion des ressources humaines. Nous avons repris 80 projets de genre sur le terrain, l'objectif de notre fondation est bien de les mettre en valeur pour qu'ils se reproduisent.

Un peu comme l'actuelle politique des petits pas... Au fait, qu'attendez-vous du nouveau gouvernement en la matière ? Qu'il nous aide à identifier et valoriser les bonnes pratiques sur le terrain. Nous préférons mille fois cette évolution à une révolution copernicienne qui ferait fuir à l'école un apprentissage utopique à 180 degrés. ■

Projet recueilli par ERIC BURGRAFF

Ufapec « Continuer avec les petits pas »

ENTRETIEN
Bernard Hublen est le secrétaire général de l'Ufapec, l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique.

Dans votre memorandum, l'école de la réussite occupe le premier plan. C'est clairement une priorité. La poursuite scolaire obligatoire doit couvrir les postes vers un métier effectif ou vers une entrée dans le supérieur, avec un bon bagage. À l'heure actuelle, si le taux d'inscription en première année du supérieur ne cesse de croître, le taux de diplômés ne suit pas le même rythme. Concrètement, il faut mettre l'accent sur les savoirs de base et renforcer, dès les premières années, l'appropriation de la langue d'enseignement.

Les autres priorités ? Nous préférons le dévouement des meilleurs techniques dès le plus jeune âge, et ce jusqu'à la fin du premier degré. L'objectif est de diriger l'école vers une orientation positive et correspondante à nos aspirations. Cela permettra de mettre les filières techniques et professionnelles à leur juste place. Le premier degré doit être véritablement polyvalent. Il ne doit plus être, comme aujourd'hui, très général avec une petite touche technique de temps en temps... L'Ufapec est aussi pour une généralisation de la renouveau immédiat, qui ne doit pas être une simple répétition de ce qui est déjà fait.

Vous n'avez pas signé l'appel à la refondation de l'école publié par trente associations début 2014.

Effectivement. L'Ufapec partage pourtant de nombreux constats de ce rapport. Mais nous sommes attachés à la liberté et l'autonomie d'organisation de l'enseignement. L'existence de différents réseaux répond à une attente des parents. On peut remarquer qu'en écho dans la communauté qu'on trouve dans l'efficacité, en termes de résultats. Des ajustements doivent être opérés...

La politique des petits pas du CDH, ça vous parle ? Oui, nous avons suivi les dynamiques en place. Sous la précédente législature, plusieurs projets pilotes ont été menés. Cela aboutit à des réalisations plus ou moins efficaces. Pour nous, c'est une bonne manière de procéder : il n'y a rien de plus terrible que des changements fondamentaux tombent du ciel et impossibles à mettre en pratique sur le terrain. À ce qui est en train de se passer trop long, on peut répondre que le temps d'une législature est trop court pour résoudre tous les problèmes. Il faut une vision à moyen et à long terme. ■

Projet recueilli par ANN-CHARLOTTE BERSPONT



Bernard Hublen insiste sur l'école de la réussite. ■

Projet recueilli par ANN-CHARLOTTE BERSPONT

Fondation « Des axes de bonnes pratiques »

ENTRETIEN

Créer des ponts entre le monde de l'école et le monde de l'entreprise. Pas juste pour le principe mais parce qu'il y a là des leviers de changement. C'est la Fondation pour l'enseignement - elle regroupe les fédérations de pouvoirs organisateurs des cinq réseaux et les fédérations d'entreprises bruxelloise et wallonne - qui l'affirme. Olivier Remels, secrétaire général, en fait son modus vivendi, une manière de refonder l'école.



Olivier Remels veut jeter des ponts entre les mondes de l'école et de l'entreprise. © D.R.

D'où est née cette fondation ?

D'une réflexion partagée entre des chefs d'entreprise et des professionnels de l'enseignement. Malgré de récents progrès, les attentes de notre système d'enseignement restent déçues. Par ailleurs, les attentes du monde du travail le sont souvent également : voyez le nombre d'entreprises qui ne trouvent pas de travailleurs spécifiques. S'y ajoute la désaffection des filières techniques, fréquentées le plus souvent par relégation plutôt que par véritable choix. D'où l'idée de créer des ponts entre des mondes qui ont tout à gagner de mieux se connaître.

De quelle manière ?

Une étude McKinsey identifie quatre leviers de changement, qui sont autant d'axes de bonnes pratiques : recrutement d'enseignements de bonne qualité, échanges de personnel entre écoles et entreprises, valorisation du travail de direction d'école et stratégies de remédiation. Notre idée est de multiplier les projets qui implémenteraient sur le terrain des exemples de bonnes pratiques

avec l'espoir qu'ils fassent ensuite des petits...

Du genre ?

Je vois très bien le chef d'atelier d'une école technique partir en stage en entreprise pour bien appréhender les nouvelles techniques ou les impératifs de sécurité. Je vois également un chef d'entreprise apporter au pouvoir organisateur d'une école son expertise en gestion immobilière ou en gestion des ressources humaines. Nous avons repéré 80 projets du genre sur le terrain, l'objectif de notre fondation est bien de les mettre en valeur pour qu'ils se reproduisent.

Un peu comme l'actuelle politique des petits pas... Au fait, qu'attendez-vous du nouveau gouvernement en la matière ?

Qu'il nous aide à identifier et valoriser les bonnes pratiques sur le terrain. Nous préférons mille fois cette évolution à une révolution copernicienne qui ferait faire à l'école un hypothétique virage à 180 degrés. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF

8. Libre à vous, Mai 2014 :

Newsletter n°58 - Mai 2014

*Cher(e) lecteur/lectrice de Libre à Vous, vous lirez ci-dessous les informations récentes destinées à toute personne qui s'intéresse à l'enseignement catholique. Pour rappel, les anciens numéros de Libre à Vous sont toujours **accessibles**.*

Mémoire de la Fondation pour l'Enseignement

La Fondation pour l'Enseignement a présenté ce mardi ses grandes priorités pour la prochaine législature. Créée il y a un an, cette fondation réunit toutes les fédérations de Pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire en FWB et les fédérations d'entreprises wallonne et bruxelloise UWE et BECI.

Ces priorités ont été largement commentées ces derniers mois : l'enseignement en FWB peine à atteindre le niveau escompté de qualité et à répondre aux attentes en matière d'équité, ainsi qu'à répondre aux défis de la croissance démographique (notamment à Bruxelles).

Les propositions reprises dans le Mémoire de la Fondation pour l'Enseignement comprennent quatre grands axes :

- inciter les personnes de qualité à devenir/rester enseignantes ;
- améliorer les pratiques et les échanges sur le terrain ;
- mettre en place et valoriser la direction des écoles ;
- viser la réussite de chaque élève via des stratégies adaptées.

Lire le communiqué de presse et consulter le Mémoire

9. Info Catho.be, 21.05.2013

Enseignement : Tous sur le terrain !

SHARE   



Info latho.be

21/5/2014

Il ne suffit pas de constater les lacunes de notre enseignement. Cela a déjà été fait à maintes reprises, les tests internationaux, tels PISA (le Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves), le soulignant allègrement. Il est plus intéressant de proposer des pistes concrètes pour faire bouger la situation. A fortiori la semaine qui précède les élections.

Les professionnels de l'enseignement et des entreprises ont conjugué leurs forces pour établir un mémorandum commun des bonnes pratiques à valoriser. Un projet piloté par la Fondation pour l'enseignement qui a été fondée en juin 2013, à l'initiative de l'ensemble des fédérations des pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles et des fédérations des entreprises installées à Bruxelles et en Wallonie.

Davantage de souplesse

Dans ce mémorandum, tout est passé en revue : de la démotivation des enseignants (pas moins de 50% d'entre eux quittent l'enseignement lors des cinq premières années d'exercice du métier) au « déficit à l'orientation des élèves ». Une connaissance accrue du terrain professionnel leur semble la panacée, avec notamment une immersion via des stages en entreprises ou des formations en alternance. « Au-delà, les échanges de bonnes pratiques entre l'école et l'entreprise contribuent à faire émerger de nouvelles façons d'appréhender l'apprentissage (entre autres en systématisant la mise en pratique et l'apprentissage par l'expérimentation...). Pour innover, il faut assouplir le cadre réglementaire (encadrement et fonctionnement), afin d'expérimenter les innovations dans des conditions réelles. »

Même constat en ce qui concerne la lutte contre l'échec scolaire. Des initiatives ont déjà été mises en place pour lutter contre l'échec scolaire. Il est indispensable d'en tirer les conclusions et que « le système soit aménagé pour permettre aux écoles de prendre les initiatives qui correspondent aux besoins identifiés dans leur situation particulière ». Car « beaucoup d'écoles ont déjà progressé ou n'ont pas de besoins comparables à certaines écoles en difficulté. Rien ne sert de proposer des réformes indifférenciées. ». Il convient de privilégier des démarches différentes, qui soient en lien avec la réalité locale des institutions.

Et demain ?

La Fondation pour l'Enseignement ne se contente pas d'entériner des constats. Elle entend soutenir les initiatives qui promeuvent une étroite collaboration entre entreprises et enseignement, le développement de nouveaux stages et les directions d'écoles... Tant de manières de susciter de nouvelles vocations !

Angélique TASIAUX



Généraliser les bonnes pratiques

Créée il y a un an, la Fondation pour l'enseignement a présenté, il y a quelques semaines, ses grandes priorités pour la législature 2014-2019. La Fondation rassemble les cinq fédérations de Pouvoirs organisateurs en FWB¹ et les fédérations d'entreprise wallonne UWE et bruxelloise BECI.

Tout le monde est d'accord : l'enseignement, en Belgique francophone, peine à atteindre le niveau escompté de qualité et à répondre aux attentes en matière d'équité et aux défis de la croissance démographique. Les propositions reprises dans le Mémoire² de la Fondation pour l'enseignement visent à améliorer la situation. Elles s'appuient sur les forces vives de l'enseignement et de l'entreprise pour travailler ensemble à la réalisation d'objectifs communs. Comment ? En appliquant les bonnes pratiques qui ont fait leurs preuves dans des systèmes d'enseignement ayant fortement progressé en quelques années, directement dans chaque établissement scolaire, sans référer à des formes de structures.

Dans son Mémoire, la Fondation a retenu **quatre grands axes** :

- inciter les personnes de qualité à devenir/rester enseignantes ;
- améliorer les pratiques et les échanges sur le terrain ;
- mettre en place et valoriser la direction des écoles ;
- viser la réussite de chaque élève via des stratégies adaptées.

TROIS QUESTIONS À OLIVIER REMELS, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FONDATION POUR L'ENSEIGNEMENT :

Concrètement, comment inciter des personnes de qualité à rejoindre, et surtout à rester dans l'enseignement ?

On doit notamment proposer aux enseignants une perspective d'évolution dans leur carrière. Dans les écoles, une série de fonctions se développent (coaching, encadrement



Olivier REMELS

Photos: Conrad van de WERVE

pédagogique...) pour lesquelles ils peuvent acquérir de nouvelles compétences, s'investir, et en fonction de cela voir leur rémunération évoluer. Il y a aussi la possibilité d'échanger avec le monde des entreprises, de faire en sorte qu'il y ait une plus grande mobilité des enseignants. Dans les filières qualifiantes, c'est très important d'avoir des acteurs de terrain qui peuvent partager leur expérience professionnelle. Enfin, les enseignants doivent être bien accompagnés quand ils entrent dans le métier. Il faut aussi mettre l'accent sur le tutorat, le mentorat et sur les échanges entre les classes et entre les enseignants.

Vous insistez sur l'échange de bonnes pratiques. Vous pouvez préciser ?

Il faut une meilleure connaissance du monde socio-économique par les enseignants, pour leur permettre de jouer davantage un rôle d'information, et plus tard d'orientation auprès de leurs élèves. L'éveil aux technologies, par exemple, est quelque chose de très important, pour que ces matières ne soient plus associées à des voies de relégation. Il faut en changer radicalement l'image et amener l'éveil à ces matières-là beaucoup plus tôt. À chaque âge,

évidemment, ses priorités, il ne s'agit pas d'orienter des élèves dans le fondamental, mais déjà à ce stade-là, il est important d'amener une série d'informations qui permettront d'ouvrir plus tard les esprits à toute une série d'approches plus orientantes.

Outre ces recommandations, vous allez mettre des projets sur les rails ?

Nous préparons un plan d'actions, qui sera détaillé en septembre. Il présentera différents projets pour les deux ans à venir, en proposant entre autres une offre de stages pour les enseignants en entreprise, en bonne intelligence avec les acteurs du terrain. Nous travaillons aussi d'autres aspects comme le support aux directions d'école, notamment au travers de mécénats de compétences, en mettant à disposition toute une série de compétences techniques qui n'existent pas dans l'école, mais bien dans les entreprises. Nous voulons jouer « effet de levier » pour mieux faire connaître les nombreuses initiatives visant à informer et à orienter les élèves... Nous mesurons l'impact et les résultats de nos projets, puis en proposerons l'extension, à l'intérieur des fédérations de PO et vers les entreprises. Ces bonnes pratiques avérées sont, bien sûr, aussi des perches tendues aux responsables politiques... ■

INTERVIEW CONRAD VAN DE WERVE

1. L'Enseignement officiel organisé par la Communauté française, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement officiel neutre subventionné, le Secrétariat général de l'Enseignement catholique et la Fédération des Établissements libres subventionnés indépendants.

2. Disponible (ainsi que le communiqué de presse) sur <http://enseignement.catholique.be> > Services du SeGEC > Communication > Communiqués



11. UWE, site Internet et Dynamisme, juin 2014



Union Wallonne des Entreprises

Union Wallonne des Entreprises, asbl - Chemin du Stocquoy 3 - 1300 WAVRE (Belgium)

Tél. : + 32 (0) 10 47.19.40 | Fax : + 32 (0) 10 45.33.43 | info@uwe.be | www.uwe.be |

SUIVEZ-NOUS ! LINKEDIN - FACEBOOK - TWITTER

La Fondation pour l'Enseignement présente son mémorandum : "En agissant tous ensemble sur le terrain, nous pouvons réussir !"

Par Yves-Etienne Massart - — 20/05/2014 10:00

20 mai 2014 - Réflexions et propositions communes émanant de toutes les fédérations de Pouvoirs Organisateurs de l'enseignement obligatoire et des organisations d'entreprises (BECI et UWE) au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles...



Pour la toute première fois, une large coalition rassemblant les organismes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, l'enseignement organisé par la FWB et les Fédérations d'entreprises bruxelloise (BECI) et wallonne (UWE) formule d'une seule voix des propositions communes, concrètes et cohérentes, sur les grandes priorités en matière d'enseignement obligatoire en FWB. Cette coalition représente pas moins de 130.000 personnes qui encadrent près de 900.000 élèves et des dizaines de milliers d'entreprises qui occupent plusieurs centaines de milliers de travailleurs.

Ces priorités ont été largement commentées ces derniers mois : l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles peine à atteindre le niveau escompté de qualité et à répondre aux attentes en matière d'équité, ainsi qu'à répondre aux défis de la croissance démographique (notamment à Bruxelles). Plusieurs indicateurs en attestent : les scores PISA, une désaffection pour les matières scientifiques et certaines filières qualifiantes, le niveau insuffisant d'une partie des élèves à la certification, les taux de redoublement et de décrochage scolaire, etc.

Les propositions reprises dans le mémorandum (*voir onglet "Voir aussi" à droite*) de la Fondation pour l'Enseignement visent à améliorer cette situation, en renfort des initiatives existantes.

Pour cela, les propositions de la Fondation s'appuient sur les forces vives de l'enseignement et de l'entreprise pour travailler tous ensemble à la réalisation d'objectifs communs, en appliquant les bonnes pratiques directement au sein des différents réseaux, dans chaque établissement scolaire. L'école n'est pas un bloc monolithique et nécessite de mettre en oeuvre des stratégies différenciées, adaptées aux différentes réalités rencontrées sur le terrain.

Le renforcement mutuel entre tous les acteurs – dans les écoles, entre les écoles, entre écoles et entreprises –, au travers d'échanges de compétences et d'expériences, est au coeur de ces propositions communes.

Ces bonnes pratiques ont d'ailleurs déjà fait leurs preuves dans de nombreux établissements en Fédération Wallonie-

Bruxelles et dans les systèmes d'enseignement à l'étranger qui ont réussi à progresser de manière significative ces dernières années. Les pistes reprises dans ce Mémoire partent notamment d'une étude détaillée réalisée par le consultant Mc Kinsey, et sont le fruit du travail commun des responsables des réseaux d'enseignement et des fédérations d'entreprises en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Ces «leviers du changement» sont bien connus. Beaucoup ont déjà été largement diffusés ces dernières années auprès de plusieurs milliers d'enseignants, de directions et autres protagonistes du système scolaire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Aussi, la Fondation encourage à travailler rapidement à leur concrétisation et/ou leur amplification sur le terrain, en prolongement des initiatives positives ayant déjà été prises en ce sens, dès le début de la prochaine législature.

Au lendemain des élections, les représentants de la Fondation pour l'Enseignement seront disponibles pour expliciter plus avant ces propositions, qui sont une base de réflexion et de travail pour les années à venir.

La Fondation reconnue d'utilité publique, la «Fondation pour l'Enseignement», a été créée le 20 juin 2013, à l'initiative commune des cinq fédérations des pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire (l'Enseignement officiel organisé par la Communauté française, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces – CECP, le Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement officiel neutre subventionné – CPEONS, le Secrétariat général de l'Enseignement catholique – SeGEC et la Fédération des Etablissements libres subventionnés indépendants – FELSI) en Fédération Wallonie-Bruxelles, avec les organisations représentatives des entreprises implantées en Wallonie et à Bruxelles, l'UWE et le BECI, et l'Ecole de Perfectionnement en Management, EPM. La Fondation pour l'Enseignement compte aussi 6 administrateurs indépendants.

La Fondation pour l'Enseignement est un point de rencontre privilégié entre l'école et l'entreprise. Sa mission est de contribuer significativement à améliorer la qualité de l'enseignement au travers de projets originaux, concrets et pragmatiques avec les acteurs de terrain (pouvoirs organisateurs, direction d'écoles, enseignants, élèves) et par la production d'analyses et de propositions concrètes, résultant du dialogue entre les fédérations des pouvoirs organisateurs des écoles et les entreprises. En faisant tomber les stéréotypes, dans un dialogue permanent, la Fondation diffuse les bonnes pratiques à l'intérieur des réseaux, en vue de générer des approches plus efficaces, à grande échelle. La Fondation valorise aussi les élèves et leur insertion dans la vie professionnelle, en particulier dans l'enseignement qualifiant.

La Fondation pour l'Enseignement, Fondation d'utilité publique

Contact : Olivier REMELS, Secrétaire général - 0477/202665, olivier.remels@fondation-enseignement.be

ENSEIGNEMENT

Réussir en agissant ensemble sur le terrain !



Fin mai, la Fondation pour l'Enseignement, créée en juin 2013¹, a présenté son premier mémorandum à la presse, un texte commun, porté par l'ensemble des réseaux de l'enseignement obligatoire en FWB, l'UWE et le BECI. Olivier Remels, son secrétaire général, retrace pour nous les points les plus importants.

"La Fondation pour l'Enseignement a pour objectif de contribuer à améliorer la qualité et l'équité de l'enseignement en renforçant les ponts entre l'école et l'entreprise, entre autres au travers de projets concrets et innovants, sur le terrain", débute Olivier Remels. Face à plusieurs constats (score Pisa trop bas, échec et décrochage scolaire, désaffection dans certaines filières, ...), il faut prendre le taureau par les cornes et travailler tous ensemble à redresser la barre. Ecoles et entreprises peuvent se renforcer dans cet objectif, par des échanges de compétences et d'expériences. "Dans le cadre de cette mission, nous avons identifié les «bonnes pratiques» qui peuvent être mises en oeuvre sur le terrain, directement dans les écoles, pour la plupart sans passer par la case «réformes structurelles". Ce que disent les partenaires réunis dans la fondation est clair : le système est bien financé, par contre il faut mieux utiliser les ressources disponibles en se concentrant sur les aspects qualitatifs, dans un objectif d'excellence.

Olivier Remels : "Ce mémorandum n'est pas le fruit d'un travail réalisé sur une île déserte... Pour le rédiger, nous sommes parti d'une analyse réalisée en 2010 par le consultant Mc Kinsey, puis nous avons travaillé avec les cinq réseaux de l'enseignement obligatoire (qui représentent pas moins de 900.000 élèves et 130.000 personnes qui les encadrent !), ainsi qu'avec les deux fédérations d'entreprises, bruxelloise (BECI) et wallonne (UWE) - qui représentent des milliers d'entreprises- pour définir les priorités. Beaucoup de ces idées ont déjà été largement diffusées ces dernières années en FWB. Ces propositions ont montré toute leur efficacité dans les systèmes d'enseignement qui ont le plus réussi à progresser ces dernières années. Il faut donc appliquer chez nous aussi les recettes qui marchent, tout en tenant compte des spécificités de la FWB. Dans ces quelque 30 propositions, nous privilégions une approche concrète et pragmatique".

Les propositions sont regroupées autour de 4 axes :

1. Inciter les personnes de qualité à devenir/rester enseignantes.
2. Améliorer les pratiques d'enseignement et les échanges sur le terrain.
3. Mettre en place et supporter la direction des écoles.
4. Viser la réussite de chaque élève via des stratégies adaptées.

AXE 1 - Inciter les personnes de qualité à devenir/rester enseignantes

L'une des priorités est d'attirer dans la fonction d'enseignant des personnes de qualité. En effet, aujourd'hui, devenir «prof» est trop souvent devenu un second choix² et beaucoup d'enseignants décrochent après quelques années, découragés devant l'ampleur de la tâche...
"Pourtant, disposer d'enseignants motivés et qualifiés est primordial, assure Olivier Remels. Pour y remédier, plusieurs pistes, dont mieux informer les futurs candidats enseignants sur la réalité du métier avant le démarrage de leurs études. Outre les compétences pédagogiques et didactiques, comme par exemple le travail en groupe, les aptitudes émotionnelles et relationnelles doivent être développées. Il faut favoriser l'intégration d'enseignants issus du monde de l'entreprise et les échanges réguliers, e.a. dans les filières d'enseignement qualifiantes, avec un soutien pédagogique adapté, pour accroître les compétences. Nous devons redevenir fiers de nos enseignants, qui doivent eux aussi être fiers de leur métier. N'oublions pas un grand nombre accomplissent des miracles au quotidien. Une politique de ressources humaines incitative doit être mise en place, pour récompenser et garder les meilleurs talents. Il faut leur proposer une vision dynamique du métier, permettant aussi une évolution suivant les résultats obtenus, dans la fonction ou des fonctions annexes (mentorat, coordination, etc.) et/ou vers d'autres secteurs de la société".

¹) Des responsables de Hautes Ecoles estiment que moins de 50% des étudiants régents ou instituteurs ont opté pour ces études en premier lieu après leurs études secondaires.

²) Un enseignant sur trois quitte la profession après cinq ans.

AXE 2 - Améliorer les pratiques d'enseignement et les échanges sur le terrain

Ce sont les échanges de bonnes pratiques qui permettent d'enregistrer des progrès au niveau de la qualité de l'enseignement, bien plus que les réformes de structures. "Les jeunes enseignants devraient être davantage coachés, et pouvoir s'adresser à une personne de référence lorsqu'ils sont découragés", propose Olivier Remels. Ce tutorat ou mentorat – qui existe déjà dans certaines écoles et dont les résultats sont très positifs – devrait être systématisé. Il aussi faut mieux sensibiliser les directions et le corps professoral aux réalités socio-économiques des entreprises: les attitudes générales et le savoir-être en entreprise, l'esprit d'entreprendre sa vie et la connaissance des métiers et des technologies... Ces aspects devraient être intégrés dans les formations initiales et continues des enseignants, ainsi qu'au cursus des élèves, le plus tôt possible, de la manière la mieux adaptée à chaque âge. Il faut intensifier les contacts des enseignants et des élèves avec l'entreprise, au travers, notamment de visites, de témoignages ou de stages réguliers en entreprise. Car "comment orienter les élèves quand on n'a pas soi-même été en contact avec les réalités des métiers ?" s'interroge Olivier Remels. Les filières techniques et professionnelles, et aussi l'enseignement en alternance, sont encore trop souvent des recours en cas d'échec. Il faut repositionner ces filières comme des options de vie positive et non comme des solutions de relégation. C'est d'autant plus nécessaire qu'il existe une grande pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans beaucoup de métiers. Dans cette logique, un travail doit aussi être fait du côté des entreprises afin de parvenir à une meilleure adéquation entre les offres et les demandes de stages". La connaissance des langues, l'investissement et le partage des infrastructures, stimuler l'innovation pédagogique et la diffuser, l'intégration des nouvelles technologies (des la formation des enseignants) dans les modes d'apprentissage, sont autant de bonnes pratiques mises en évidence.

AXE 3 Mettre en place et supporter la direction des écoles

Un directeur devrait se concentrer sur l'encadrement pédagogique, dont on connaît l'impact important sur la réussite des «élèves». En réalité, les directeurs – surtout dans le fondamental – sont noyés sous une multitude de charges administratives. Un support administratif correct est indispensable. Il faut gérer les directions comme une ressource stratégique, renforcer l'attrait de la fonction – notamment par un salaire plus en rapport avec les responsabilités –, constituer une réserve de candidats et choisir les directeurs parmi les enseignants aux meilleures compétences de coaching d'adultes. Les formations (initiales et continues) des réseaux doivent davantage développer les compétences liées à la gouvernance, les achats, la finance, ainsi que la gestion et le coaching d'adultes. Des renforts de compétences à la carte doivent être proposés selon les besoins...

AXE 4 - Viser la réussite de chaque élève via des stratégies adaptées.

La réussite d'un système d'enseignement, indispensable au développement socio-économique, passe par la réussite de tous les élèves. En FWB, le nombre d'élèves qui redoublent ou qui sont en décrochage scolaire est trop élevé. Olivier Remels : "Une première étape consisterait à mieux orienter les élèves. A côté de cela, nous pensons qu'il faut aussi mettre en place des stratégies de remédiation rapidement au niveau des établissements et des élèves, en aidant les élèves par une intervention ciblée dès que des lacunes sont constatées. Pour y parvenir, il faut donner aux écoles de l'autonomie pour s'organiser et réorienter les moyens existants suivant les priorités rencontrées, ... voire dégager des moyens supplémentaires (dans l'enveloppe existante) pour les écoles qui gèent les plus grandes difficultés. Enfin, il faut développer très tôt les compétences de remédiation chez les enseignants et les directeurs". Olivier Remels voit ce mémorandum comme une feuille de route pour la Fondation et les partenaires : "Une nouvelle législature est un bon moment pour concrétiser/amplifier les bonnes pratiques. Dans les mois et les années à venir, nous souhaitons travailler en collaboration avec les partenaires sur ces différents leviers. Nous allons aussi mettre en place des projets-pilotes sur le terrain dans le but de démontrer que des bonnes pratiques qui fonctionnent méritent d'être généralisées". ■



“UNE NOUVELLE LÉGISLATURE EST UN BON MOMENT POUR CONCRÉTISER ET AMPLIFIER LES BONNES PRATIQUES.

Olivier REMELS,
Secrétaire Général
de la Fondation pour
l'Enseignement

La Fondation pour l'Enseignement

Reconnue d'utilité publique, la «Fondation pour l'Enseignement», a été créée le 20 juin 2013, à l'initiative commune des cinq fédérations des pouvoirs organisateurs de l'enseignement obligatoire (l'Enseignement officiel organisé par la Communauté française, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces – CECP, le Conseil des Pouvoirs Organisateurs de l'Enseignement officiel neutre subventionné – CPEONS, le Secrétariat général de l'Enseignement catholique – SeGEC et la Fédération des Etablissements libres subventionnés indépendants – FELSI) en Fédération Wallonie-Bruxelles, avec les organisations représentatives des entreprises implantées en Wallonie et à Bruxelles, l'UWE et le BECI, et l'Ecole de Perfectionnement en Management, EPM. La Fondation pour l'Enseignement compte aussi 6 administrateurs indépendants.

La Fondation pour l'Enseignement est un point de rencontre privilégié entre l'école et l'entreprise. Sa mission est de contribuer significativement à améliorer la qualité de l'enseignement au travers de projets originaux, concrets et pragmatiques avec les acteurs de terrain (pouvoirs organisateurs, direction d'écoles, enseignants, élèves) et par la production d'analyses et de propositions concrètes, résultant du dialogue entre les fédérations des pouvoirs organisateurs des écoles et les entreprises. En faisant tomber les stéréotypes, dans un dialogue permanent, la Fondation diffuse les bonnes pratiques à l'intérieur des réseaux, en vue de générer des approches plus efficaces, à grande échelle. La Fondation valorise aussi les élèves et leur insertion dans la vie professionnelle, en particulier dans l'enseignement qualifiant.



**FONDATION
POUR L'ENSEIGNEMENT**
Fondation d'utilité publique



BECI

ENSEIGNEMENT

« Pas de grandes réformes, mais du concret sur le terrain ! »

Prendre des initiatives au travers de projets concrets et les diffuser ensuite dans les réseaux, pour un enseignement de meilleure qualité et plus équitable en Fédération Wallonie-Bruxelles, tel est le défi ambitieux que s'est lancé la Fondation pour l'Enseignement. Fin mai, elle a présenté son mémorandum. Olivier Remels, son secrétaire général, revient pour nous sur les points les plus importants.

Une approche concrète et pragmatique

« La Fondation pour l'Enseignement a pour objectif de contribuer à améliorer la qualité et l'équité de l'enseignement, en renforçant les ponts entre l'école et l'entreprise », commence Olivier Remels. « Dans le cadre de cette mission, nous rappelons les 'bonnes pratiques' qui peuvent être mises en œuvre sur le terrain, directement dans les écoles. Ce mémorandum n'est pas le fruit d'une réflexion en vase clos. Pour le rédiger, nous sommes parti d'une analyse réalisée par le consultant Mc Kinsey, puis nous avons travaillé avec les 5 réseaux de l'enseignement obligatoire (qui représentent pas moins de 900.000 élèves et 130.000 personnes qui les encadrent), ainsi qu'avec les deux fédérations d'entreprises, bruxelloise (BECI) et wallonne (UWE). Nous privilégions une approche concrète et pragmatique, aux travers de propositions cohérentes et consensuelles. »

Ces propositions ont déjà été largement diffusées ces dernières années et ont montré leur efficacité dans les systèmes d'enseignement qui ont le plus réussi à progresser ces dernières années. Elles sont regroupées autour de 4 axes :

- ▶ Inciter les personnes de qualité à devenir/rester enseignantes ;
- ▶ Améliorer les pratiques d'enseignement et les échanges sur le terrain ;
- ▶ Mettre en place et supporter la direction des écoles ;
- ▶ Viser la réussite de chaque élève via des stratégies adaptées.

Recruter et employer des enseignants de qualité

L'une des priorités pour la Fondation est d'attirer dans la fonction d'enseignant des personnes de qualité. En effet, aujourd'hui, devenir « prof » est souvent devenu un second choix. Des responsables de Hautes Écoles estiment que moins de 50 % des étudiants régents ou instituteurs ont opté pour ces études en premier lieu après leurs études secondaires. « Pourtant, disposer d'enseignants motivés et qualifiés est primordial », assure Olivier Remels. « Pour remédier à ce problème, différentes pistes existent, notamment mieux informer les futurs enseignants sur la réalité du métier avant le démarrage de leurs études. Au niveau du cursus, nous pensons aussi que certains aspects doivent être améliorés, outre les compétences pédagogiques et didactiques, comme par exemple le travail en groupe, les aptitudes émotionnelles et relationnelles. Il faut favoriser l'intégration d'enseignants issus du monde de l'entreprise dans les filières d'enseignement qualifiantes, avec un soutien pédagogique adapté. »

« De plus, nous constatons que le métier d'enseignant ne jouit plus d'une bonne image », poursuit-il. « Il nous semble urgent



Olivier Remels, secrétaire général de la Fondation pour l'Enseignement.

de redéfinir et de revaloriser cette profession. Les enseignants doivent à nouveau être fiers de leur travail et nous, fiers de nos enseignants, dont un grand nombre accomplissent des miracles au quotidien. Une politique de ressources humaines incitative doit être mise en place, pour garder les meilleurs talents. Il faut leur proposer une vision dynamique du métier, permettant aussi une évolution suivant les résultats obtenus, dans la fonction ou des fonctions annexes (mentorat, coordination, etc.) et/ou vers d'autres secteurs de la société. »

Améliorer les pratiques sur le terrain

Pour Olivier Remels, ce sont les échanges de bonnes pratiques qui permettent d'enregistrer des progrès au niveau de la qualité de l'enseignement, bien plus que les réformes de structures. Ainsi, le tutorat devrait être généralisé : « Les jeunes enseignants devraient être davantage coachés, et pouvoir s'adresser à une personne de référence lorsqu'ils sont découragés (1 sur 3 quitte la profession après 5 ans !). Ce tutorat - qui existe déjà dans certaines écoles et dont les résultats sont très positifs - devrait être systématisé. »

Ensuite, la Fondation propose d'informer davantage les directions et le corps professoral aux réalités socioéconomiques des entreprises : les attitudes générales et le savoir-être, l'esprit d'entreprendre sa vie et la connaissance des métiers et des technologies... Ces aspects devraient être intégrés dans les formations initiales et continues des enseignants, ainsi qu'au cursus des élèves, le plus tôt possible. Il faut intensifier les contacts des enseignants et des élèves avec l'entreprise, au travers, par



exemple, de visites ou de stages réguliers en entreprise. Car « comment orienter les élèves quand on n'a pas soi-même été en contact avec les réalités des métiers ? », s'interroge Olivier Remels.

« Les filières techniques et professionnelles, et aussi l'enseignement en alternance, sont encore trop souvent des recours en cas d'échec », déclare Olivier Remels. « Il faut repositionner ces filières comme des options de vie positive et non comme des solutions de relégation. C'est d'autant plus nécessaire qu'il existe une grande pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans beaucoup de métiers. Dans cette logique, un travail doit aussi être fait du côté des entreprises afin de parvenir à une meilleure adéquation entre les offres et les demandes de stages. »

Directeur d'école, un métier trop peu valorisé

Il faut gérer les directions comme une ressource stratégique, renforcer l'attrait de la fonction – notamment par un salaire en rapport avec les responsabilités –, constituer une réserve de candidats et choisir les directeurs parmi les enseignants aux meilleures compétences de coaching d'adultes. Aujourd'hui, devenir directeur d'école est un sacerdoce. Cela revient à diriger une entreprise... avec toutes les contraintes que cette tâche implique mais sans disposer des leviers. Les formations (initiales et continues) des réseaux doivent davantage développer les compétences liées à la gouvernance, les achats, la finance, ainsi que la gestion et le coaching d'adultes. Des renforts de compétences à la carte doivent être proposés selon les besoins. Un directeur devrait se concentrer sur l'encadrement pédagogique. En réalité, les directeurs – surtout dans le fondamental – sont noyés sous une multitude de charges administratives. Un support administratif correct est indispensable.

La réussite de l'élève au cœur des préoccupations

La Fondation propose de travailler sur la réussite de tous les élèves. En Fédération Wallonie-Bruxelles, le nombre d'élèves qui redoublent ou qui sont en décrochage scolaire est élevé. À Bruxelles, 20 % des élèves de 15 ans ne maîtrisent pas les compétences de base en lecture et écriture. Olivier Remels commente :

« Une première étape consisterait à mieux orienter les élèves. À côté de cela, nous pensons qu'il faut aussi mettre en place des stratégies de remédiation rapidement. L'objectif est de pouvoir aider un élève par une intervention ciblée dès que des lacunes sont constatées. Pour y parvenir, il faut donner aux écoles de l'autonomie et de la souplesse pour s'organiser et réorienter les



moyens existants suivant les priorités rencontrées dans l'école, voire dégager des moyens supplémentaires dans l'enveloppe existante. Enfin, il faut développer très tôt les compétences de remédiation chez les enseignants et les directeurs. »

En pratique... pas de « one size fits all »

Olivier Remels voit ce mémorandum comme une feuille de route : « Une nouvelle législature est un bon moment pour concrétiser/ amplifier les bonnes pratiques. Dans les mois et les années à venir, nous souhaitons travailler en collaboration avec les partenaires sur ces différents leviers. Nous allons mettre en place des projets-pilotes sur le terrain dans le but de démontrer que ces expériences vertueuses méritent d'être généralisées. »

Naturellement, la Fondation est consciente que la mise en œuvre de ces propositions nécessite des moyens, mais, selon Olivier Remels « il faut surtout réorienter les moyens dans l'enveloppe existante, car l'enseignement obligatoire est correctement financé en Fédération Wallonie Bruxelles, en donnant notamment plus d'autonomie et de souplesse pour agir là où se trouvent les priorités, qui diffèrent d'une école à l'autre. »

Biographie Express

Olivier Remels (47 ans) a travaillé durant plus de 20 ans dans les Affaires publiques et la Communication institutionnelle, principalement dans les secteurs Environnement et Santé. Il a occupé diverses fonctions (Directeur des Affaires publiques, Communication et Porte-parole) dans plusieurs entreprises et associations professionnelles. Licencié en Communication appliquée de l'HECS (Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales), il y enseigne aujourd'hui aussi en formation continue. Depuis le 15 janvier, il assure la gestion quotidienne de la Fondation pour l'Enseignement.

Gaëlle Hoogsteyn

Enseignement: et voici le temps de l'action ?



■ L'école de demain doit retrouver son rôle d'ascenseur social. Il faut casser les logiques de relégation associées aux filières techniques et professionnelles existant de facto sur le terrain.

Les nombreuses publications et interventions dans les médias l'ont démontré avant les élections du 25 mai dernier : un très large consensus existe sur la nécessité de redonner à l'enseignement obligatoire son rôle d'ascenseur social. C'est bien là une priorité partagée pour la prochaine législature : améliorer l'équité et la qualité de l'enseignement obligatoire est crucial pour refaire de l'école un tremplin vers une bonne intégration de tous à la vie socio-économique. Tous l'ont dit et répété. Avec des accents et des priorités qui varient certes. Mais partout, cette volonté de progrès existe, tout en reconnaissant les efforts des dizaines de milliers de professionnels de l'enseignement qui relèvent déjà ce défi au quotidien.

L'enseignement obligatoire, fondamental et secondaire, est un levier majeur du développement harmonieux de la personne dans notre société : citoyenneté, santé, cohésion sociale, justice, et bien-être socio-économique, entre autres via l'emploi, etc., qui dépendent largement de la qualité et de l'équité de notre enseignement. Aussi, outre des enjeux structurels indéniables comme la création de places en suffisance dans nos écoles pour faire face à la croissance démographique, toute une série de leviers concrets peuvent aussi être activés rapidement et directement au niveau des établissements scolaires, en collaboration avec tous les acteurs. Comment ? En se concentrant sur la mise en application des

bonnes pratiques. Celles-ci ont été largement documentées dans des pays qui ont réussi à "renverser la vapeur", à progresser de manière très significative déjà en l'espace de 6 ans¹⁰, soit le temps d'un peu plus d'une législature ! Ainsi des pays comme la Pologne par exemple, ont pu réellement améliorer l'équité (des chances égales pour tous les élèves, quelle que soit leur origine socio-économique) et la qualité (niveaux de connaissance et de compétences) de leur enseignement.



OLIVIER REMELS
Secrétaire général de la Fondation pour l'Enseignement

Dans plusieurs pays tout près de chez nous, les mentalités permettent de systématiser les échanges vertueux au sein des écoles, entre les écoles et enfin entre les écoles et les entreprises (information, orientation, expérimentation et mise en pratique) pour recréer un lien fort entre le goût d'apprendre et de faire, en préparation à la vie socio-économique. Nous pouvons en tirer pas mal de leçons.

Beaucoup d'initiatives positives allant dans ce sens ont vu le jour ces dernières années chez nous également. Au moment de la formation d'un nouveau gouvernement, regardons quelles sont les mesures qui peuvent être mises en œuvre et/ou amplifiées dans notre système d'enseignement, en "les mettant à notre sauce", avant de songer à réformer les structures de notre enseignement. Dans le passé, on a ainsi consacré trop peu d'attention à développer des approches de terrain, visant à promouvoir les bonnes pratiques entre les acteurs de terrain. Et ce n'est pas qu'une

question de moyens. L'enseignement obligatoire en Fédération Wallonie Bruxelles est l'un des mieux financés au monde. Aussi, les "recettes à succès" ont principalement trait aux bonnes pratiques et pas aux réformes de structure.

Ces idées ont été ces dernières années largement documentées et partagées avec les acteurs du terrain en Belgique. Récemment, elles ont cette fois été évaluées dans le contexte de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) par les représentants de tous les réseaux d'enseignement réunis (communes, provinces, Communauté française (CFB), écoles libres) et les fédérations d'entreprises bruxelloises (BECE) et wallonnes (UWE), dans un mémorandum commun. C'est donc le moment de les mettre au menu dans le cadre de la rédaction des accords du gouvernement de la CFB/FWB.

Ces propositions concertées visent la recherche de l'excellence pour tous, notamment en attirant, en accompagnant et en motivant les meilleurs enseignants vers l'école, en stimulant les échanges entre enseignants, entre classes, entre écoles, entre écoles et entreprises - entre autres en augmentant les possibilités de stages - pour retisser le fil entre l'encadrement optimal, l'envie d'apprendre, l'information (dont l'éveil aux technologies) puis l'orientation vers l'apprentissage des métiers (entre autres techniques) ou vers d'autres études ensuite, de manière adaptée aux différents stades de développe-

ILLU. SERGE DEMAS

La réussite d'un système scolaire dépend du succès de chacun des élèves.



aucune filière, aucun élève sur le bord de la route. Car la réussite d'un système scolaire dépend du succès de chacun des élèves. Pour cela, pas de recette unique, mais des approches "à la carte", qu'il faut pouvoir décliner suivant les priorités rencontrées dans chaque école, dans un esprit de responsabilité partagée, sur base d'un diagnostic précis et pertinent.

Au lendemain des élections, la Fondation pour l'Enseignement rappelle à tous les recommandations communes aux cinq réseaux d'enseignement et aux deux fédérations d'entreprises wallonnes et bruxelloises réunies. Celles-ci sont un socle commun sur lequel construire ensemble une feuille de route pour les années à venir. Les partenaires réunis dans la Fondation pour l'Enseignement mettront aussi en œuvre des projets sur le terrain, en mesureront les effets, et diffuseront ces bonnes pratiques au travers des réseaux et vers tous les acteurs de l'enseignement pour soutenir leurs efforts. Ensemble, travaillons sur le terrain de l'école. Et ne manquons pas le momentum unique d'une nouvelle législature.

ment de l'élève et suivant ses besoins individuels. Cette nouvelle façon d'appréhender l'école doit notamment contribuer à casser les logiques de relégation associées aux filières techniques et professionnelles existant de facto sur le terrain.

D'autres actions prioritaires concernent le soutien et la valorisation du travail des directions d'écoles, souvent démunies pour remplir leur rôle crucial et déterminant aux côtés des enseignants, et des stratégies proactives de remédiation pour veiller à ne laisser aucune école,

→ (1) Une étude réalisée par Mc Kinsey en 2010 a permis de comparer les principales mesures ayant permis à 20 systèmes d'enseignement de progresser de manière significative et à grande échelle déjà en l'espace de six années.